

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/109

9 septembre 1996

(96-3517)

Conseil du commerce des marchandises
19 septembre 1996

Original: anglais

ARRANGEMENTS COMMERCIAUX FRANCO-MAROCAINS

Demande de prorogation d'une dérogation

1. Demande

Comme le prévoit le paragraphe 2 du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court. En conséquence, la dérogation relative aux arrangements commerciaux franco-marocains, qui avait été accordée initialement pour une période illimitée en vertu de la Décision des PARTIES CONTRACTANTES du 19 novembre 1960¹ (ci-après dénommée "la dérogation"), prendra fin le 31 décembre 1996, à moins qu'elle ne soit prorogée. On se souviendra que cette décision prévoit que la France peut déroger aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord général (maintenant le GATT de 1994) dans la mesure nécessaire pour permettre l'application de contingents tarifaires à droits nuls à l'importation en France d'un certain nombre de produits originaires de parties du territoire du Royaume du Maroc non visés par les dispositions des paragraphes 2 et 4 de l'article premier du GATT de 1947 (maintenant le GATT de 1994).

Les Communautés européennes demandent la prorogation de la dérogation jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord euroméditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part (ci-après dénommé "l'Accord euroméditerranéen avec le Maroc") ou jusqu'au 31 décembre 1997, si ce délai est plus court.

2. Description des mesures pour lesquelles une prorogation de la dérogation est demandée

Les mesures pour lesquelles une prorogation de la dérogation est demandée ont été décrites dans la décision accordant la dérogation initiale. Elles n'ont pas changé sur le fond.

3. Objectifs spécifiques visés

La dérogation initiale a été demandée afin que les échanges commerciaux entre la France et le Maroc puissent s'effectuer dans le cadre d'une réglementation uniforme du commerce extérieur et des échanges, étant donné que la France avait le droit, au titre des paragraphes 2 et 4 de l'article premier de l'Accord général, de maintenir certaines préférences pour un certain nombre de produits originaires de l'ancienne zone française du Maroc. La dérogation étendait ces préférences aux autres parties du

¹IBDD, S9/39.

territoire du Maroc. Ces arrangements commerciaux franco-marocains visent à faciliter le développement rationnel de l'économie marocaine, compte tenu des liens traditionnellement étroits que la France entretient avec ce pays, d'une manière conforme aux objectifs de l'OMC, et non à élever des obstacles indus ou à créer des difficultés indues pour le commerce des autres Membres de l'OMC. Cet objectif demeure.

4. Raisons de la demande de prorogation de la dérogation

Les avantages que le Maroc tire de ces arrangements commerciaux ont été pris en compte dans l'Accord euroméditerranéen avec le Maroc. Toutefois, jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'Accord, il est nécessaire que la dérogation demeure en application. L'Accord devrait entrer en vigueur bien avant la fin de 1997. Cependant, afin de ne pas demander une prorogation pour une période qui pourrait en théorie être illimitée, les Communautés européennes admettent que, au cas où l'Accord n'entrerait pas en vigueur avant la fin de 1997, elles devraient demander une reconduction de la dérogation.

5. Maintien des circonstances exceptionnelles justifiant la dérogation

Les circonstances justifiant la dérogation, en particulier les liens traditionnellement étroits entre la France et le Maroc et les besoins de ce dernier en matière de commerce, de finances et de développement, demeurent.

6. Respect des conditions et modalités de la dérogation

La dérogation initiale ne contenait aucune condition ni modalité. Les Communautés européennes acceptent que la prorogation de la dérogation soit assujettie aux conditions et modalités habituelles des dérogations. Comme la prorogation de la dérogation est demandée pour un an au plus, un rapport annuel au Conseil général n'est pas nécessaire. Les Communautés européennes donnent aux autres Membres de l'OMC l'assurance que, lorsque la demande leur en sera faite, elles engageront sans tarder des consultations avec tout Membre de l'OMC intéressé à propos de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait de la prorogation de la dérogation.